



Davos 2026 : comprendre le nouvel ordre mondial

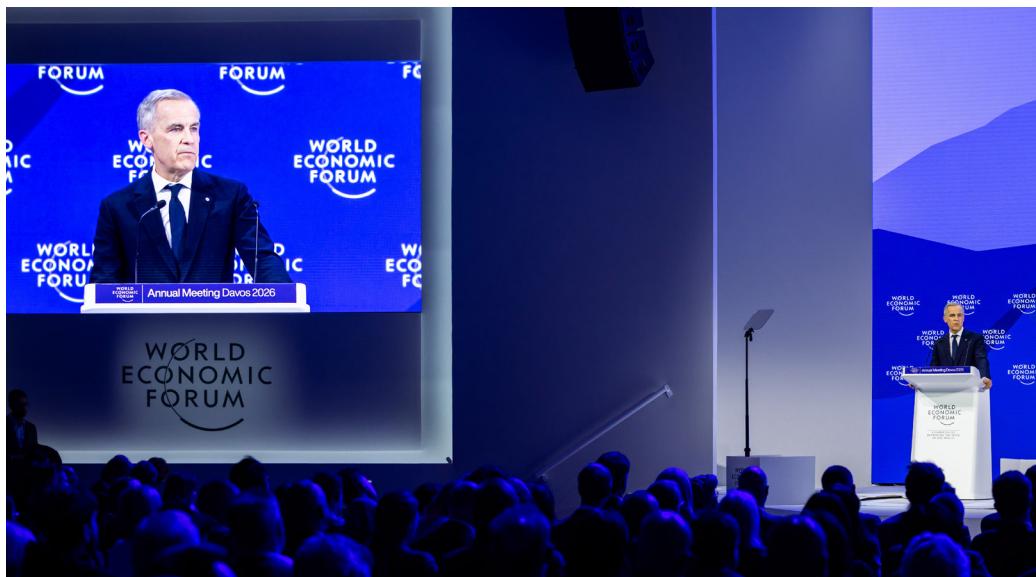
John Stackhouse met en lumière 11 thèmes émergents du Forum économique mondial

Cette année, le Forum économique mondial (FEM) a donné l'impression d'abriter deux Davos distincts.

À l'intérieur du principal centre des congrès, un nombre inédit de participants, parmi lesquels 850 chefs de direction, 80 milliardaires et fondateurs du secteur technologique, des centaines de ministres et 65 chefs de gouvernement, ont passé la semaine à écouter des analyses sur le recul de la mondialisation et le repli des sociétés sur elles-mêmes.

À l'extérieur, l'ambiance était tout à fait différente. Sur la grande promenade, il suffisait de faire quelques pas pour se croire dans un croisement improbable entre Wall Street, la Silicon Valley et l'Organisation des Nations Unies, alors que des pays allant du Brésil à l'Indonésie et des entreprises allant de Tech Mahindra à Pinterest se présentaient à la foule bigarrée qui défilait.

Mark Carney a parlé d'une ère à géométrie variable. D'autres ont évoqué une nouvelle ère de multialignement, comme si l'économie mondiale se transformait peu à peu en un *souk* bruyant d'échanges et de marchandages plutôt qu'en un marché parfaitement ordonné. Quel que soit le mot choisi, l'ordre (ou le désordre) mondial qui se dessine paraît aussi incertain et dangereux que les rues glacées de Davos. Voici quelques points à retenir :



Photos : Forum économique mondial



Le monde selon Trump : l'Amérique d'abord ou l'Amérique isolée ?

L'an dernier, au lendemain de sa seconde investiture, Donald Trump s'était adressé au Forum par vidéo et avait promis un âge d'or pour les États-Unis. Cette fois, il est venu en personne pour proclamer sa victoire. Accompagné de cinq secrétaires de cabinet et de centaines de chefs de direction américains, le président a passé deux jours exceptionnels dans les Alpes suisses à projeter une version contemporaine de la puissance américaine. Cette année, la superpuissance a opté pour une présence hors de son territoire. Dans la vision de Trump, le monde continuera de commercer et de prospérer, mais selon les règles américaines. Près des trois quarts des échanges commerciaux mondiaux respectent encore les règles de l'Organisation mondiale du commerce. L'accumulation de stocks a permis à de nombreuses sociétés d'échapper aux droits de douane initiaux. Un impact plus important pourrait se faire sentir cette année. Mais dans l'ensemble, le système tient encore, a indiqué Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne, en soulignant que l'économie mondiale est si complexe et si imbriquée que même les États-Unis ne peuvent la défaire. La Pax America plus mercantile de Trump n'est pas seulement économique. À son arrivée à Davos, Donald Trump faisait déjà réagir avec sa tentative d'acheter le Groenland, initiative non sollicitée rejetée par ses alliés de l'OTAN. Son départ a été marqué par l'annonce d'un Conseil de paix soutenu par une coalition pour le moins hétéroclite de dix-neuf pays représentant cinq mille milliards de dollars de PIB, soit l'équivalent de l'économie allemande. Seuls quatre d'entre eux, l'Albanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Turquie, sont membres de l'OTAN, et seuls quatre, l'Argentine, l'Indonésie, l'Arabie saoudite et la Turquie, font partie du G20. Trump pourra-t-il étendre l'influence américaine sans partenaires plus solides ? Ou bien s'agit-il de la nouvelle géométrie du pouvoir ?

Le monde selon Carney : rupture ou restauration ?

Mark Carney, longtemps considéré comme l'archétype de l'« élite de Davos », a prononcé un discours d'ouverture largement salué pour avoir su capter le malaise ambiant et cristalliser l'aspiration à une nouvelle approche des affaires internationales. Sa formule, la nostalgie n'est pas une stratégie, a trouvé un écho. Il lui revient maintenant de concrétiser la diversification. La voie est loin d'être simple. Les alliés européens les plus proches du Canada traversent tous des difficultés, économiques comme politiques, affaiblis par la guerre en Ukraine, les crises migratoires et l'attrait croissant du nationalisme, désormais la force politique dominante sur le continent. La plus grande économie d'Europe, l'Allemagne, a évité de justesse une récession l'an dernier, après deux années de déclin. Le chancelier Friedrich Merz a qualifié l'Europe de championne mondiale de la surréglementation et a averti qu'elle risquait de perdre son unité si elle ne se réformait pas. Le Canada devra aussi compter sur des partenaires plus éloignés, notamment la Chine et l'Inde, que le Forum économique mondial estime responsables de près de 40 % de la croissance économique mondiale au cours des cinq prochaines années. Ces deux géants émergents peuvent se montrer aussi exigeants que Donald Trump en matière de commerce international. Le golfe Persique attire lui aussi, avec des milliers de milliards de dollars d'investissements en capital. Mais là encore, une nouvelle génération de partenaires économiques évolue dans des systèmes politiques et juridiques, ainsi que dans des pratiques sociales, bien différents de ceux du cadre dans lequel le Canada s'est développé.

« No King » vient défier le dollar

« No King », littéralement « pas de roi », était gravé tout en haut d'un glacier dominant Davos. Le message visait sans doute le président américain, mais il pouvait tout aussi bien être lu comme une pique adressée au « roi dollar », ce surnom couramment utilisé pour désigner la position dominante du billet vert. Le roi dollar a connu une semaine difficile, bousculé par les changements dans les courants du commerce mondial et par la volonté croissante des pays et des entreprises de réorienter leurs flux de capitaux. Il domine encore 88 % des transactions de change et 54 % du commerce international, ce qui alimente depuis longtemps l'idée qu'aucune autre option crédible n'existe, résumée par l'acronyme anglais TINA, pour There Is No Alternative. Mais cette conviction tient-elle encore ? Le Forum économique mondial s'est ouvert sur une nouvelle saisissante : les plus grands fonds de pension danois avaient liquidé leurs bons du Trésor américain en réaction à la menace brandie contre le Groenland. Une poussée de prudence envers les États-Unis a fait grimper les rendements obligataires, ce qui a atténue les attentes de baisses de taux plus larges. En pareilles circonstances, les investisseurs avaient généralement tendance à rester exposés aux actifs américains. Cette fois, du moins chez les Européens, les couloirs bruissaient de spéculations sur un possible basculement de long terme. Un gestionnaire de fonds affirmait même que ses clients lui avaient demandé de vendre une partie de ses positions américaines. Quelques dirigeants américains du secteur technologique confiaient que des clients européens de longue date annulaient leurs commandes. L'euro, le yen et le dollar canadien pourraient gagner en importance. Le renminbi devrait également s'affirmer, bien qu'il soit encore loin de pouvoir rivaliser à l'échelle mondiale. La tête du roi peut se faire lourde, mais un seul monarque porte encore la couronne des devises.



Davos renoue avec le capitalisme d'État

Le Forum économique mondial, créé dans les années 1970 pour aider l'Europe à éviter la voie socialiste et à s'orienter vers les marchés libres, voit aujourd'hui une partie de l'Occident se tourner de nouveau vers l'État pour porter ses ambitions économiques, ce qui n'est pas sans risques. À mesure que les pays, y compris le Canada, cherchent à renforcer leurs forces armées, à bâtir leurs propres bases technologiques et à réduire leur dépendance envers les États-Unis, qui concentrent près de la moitié du capital financier mondial, ils mobilisent leurs bilans publics et utilisent divers outils pour orienter les capitaux vers leurs priorités nationales. Les ambitions sont si marquées que plusieurs chefs de gouvernement semblaient se comporter comme des banquiers d'investissement en pleine prospection. Des économies avancées comme l'Australie, la Norvège, l'Allemagne ou la Corée du Sud ont effectivement la capacité d'emprunter davantage pour investir, tout comme plusieurs puissances émergentes, notamment l'Arabie saoudite. Or, le capitalisme ne se résume pas au capital lui-même. Il consiste à mettre ce capital au travail et à obtenir des résultats. Le président singapourien, Tharman Shanmugaratnam, a rappelé avec sagesse que ces nouveaux capitalistes étatiques doivent se montrer impitoyables dans leurs décisions d'investissement, mais aussi dans leurs dépenses et leurs règles. La croissance exige que les gouvernements privilégient les investissements productifs, notamment dans l'éducation, plutôt que la redistribution, et qu'ils reconnaissent avec humilité que l'État reste, par nature, peu efficace pour bâtir des entreprises performantes. Pour que cette nouvelle version du capitalisme d'État fonctionne, il faudra également un changement de mentalité.

La Chine se fait discrète et attend patiemment son moment

Peu après l'élection de Donald Trump, Xi Jinping s'était rendu à Davos pour présenter la Chine comme un leader mondial d'une nouvelle ère. Depuis, Pékin a livré des résultats tangibles dans les énergies renouvelables, le nucléaire, les minéraux critiques, les produits pharmaceutiques et l'intelligence artificielle. À tel point que Xi n'a plus besoin d'y être présent. Cette fois, tandis que les États-Unis et l'Europe se querellaient, il a dépêché un vice-premier ministre de second rang, He Lifeng, pour présenter la Chine comme un champion du commerce multilatéral et d'une « mondialisation inclusive ». Selon plusieurs experts, Pékin profite de chaque instant pour avancer discrètement ses deux priorités essentielles, la réunification avec Taïwan et la domination en intelligence artificielle. Xi voit dans l'intelligence artificielle un pilier de l'avenir chinois, et DeepSeek 4, le modèle de nouvelle génération attendu en février, devrait illustrer les progrès accomplis. Parallèlement, plusieurs spécialistes de la Chine estiment que l'armée chinoise, qui a mené des manœuvres navales autour de Taïwan au Nouvel An, serait prête à s'emparer de l'île par la force dans l'année, ce qui lui donnerait un levier majeur sur l'industrie mondiale des semi-conducteurs, indispensable à l'IA. Le sénateur démocrate Chris Coons, présent à Davos, craint que l'Administration américaine ne mesure pas pleinement la nécessité de s'appuyer sur un réseau d'alliés partageant des valeurs fondamentales pour contenir la Chine. On y verra plus clair lorsque Trump et Xi se rencontreront en avril, mais il ne faut pas s'attendre à un grand compromis entre les deux puissances. Dans le meilleur des cas, selon Coons, on pourrait aboutir à une série de petits accords permettant de maintenir l'équilibre mondial.

Les mégadonnées : une nouvelle cible politique

Les centres de données semblent avaler le monde, électron par électron. Mais le capital sera-t-il de nouveau au rendez-vous en 2026 pour satisfaire leur appétit financier ? Les dépenses liées aux centres de données ont dépassé 500 milliards de dollars l'an dernier et, combinées aux besoins plus larges en électricité, pourraient atteindre 6,7 billions de dollars au cours des cinq prochaines années, selon McKinsey. Jamais le monde n'a connu un boom d'infrastructures comparable. La construction de centres de données est désormais le premier moteur de la croissance économique américaine ; les dépenses technologiques, en proportion de l'investissement total, sont aujourd'hui 50 % plus élevées qu'au pic de l'essor du haut débit en 2000, et trois fois supérieures à ce que les États-Unis consacraient aux autoroutes inter-États dans les années 1960. Le taux de vacance des centres de données a récemment atteint un plancher historique de 1,6 %, les promoteurs se disputant les rares espaces encore disponibles. « Nous aurons sans doute besoin d'en construire davantage, a indiqué Larry Fink, PDG de BlackRock. Si nous ne changeons pas d'échelle, la Chine l'emportera. » Equinix, l'un des principaux acteurs du secteur, fait face à une demande dix fois supérieure à sa capacité de construction. Même si les sites se font rares, la véritable contrainte est désormais l'énergie, un centre de taille moyenne consommant autant qu'une petite ville. Ces installations ont représenté les deux tiers de la croissance de la demande électrique américaine l'an dernier, faisant d'elles une nouvelle cible politique dans des États en plein essor comme la Virginie et l'Ohio, où les prix de l'électricité ont flambé. Elles suscitent aussi des inquiétudes croissantes en Afrique et en Asie du Sud-Est, les régions à la croissance la plus rapide au monde, où certains pays se retrouvent surenchérissant pour l'achat de turbines à gaz et d'autres équipements énergétiques.



Climatisation ou intelligence artificielle : le réseau sature

La prochaine crise énergétique ne viendra ni du pétrole ni du gaz, mais des réseaux électriques mondiaux, incapables de suivre la cadence. La demande d'électricité augmente trois fois plus vite que la demande énergétique totale, portée par la climatisation, les véhicules électriques et les centres de données. Alors que 90 % des Américains ont accès à la climatisation, ce n'est le cas que de 20 % des habitants en Inde, 18 % en Indonésie et 5 % au Nigeria, des pays dont les villes connaissent aujourd'hui une croissance parmi les plus rapides au monde. À cela s'ajoute l'essor des véhicules électriques, qui représentent désormais un quart des ventes mondiales de voitures, contre 5 % il y a cinq ans. Selon Fatih Birol, directeur de l'Agence internationale de l'énergie, le monde devra produire 10 000 térawatts d'électricité supplémentaires au cours de la prochaine décennie, soit autant que la consommation réunie des États-Unis, du Canada, de l'Europe et du Japon. Sans percée technologique majeure, il faudrait 70 % de cuivre en plus, ainsi qu'une expansion massive de la production d'acier et du traitement des minéraux critiques. Les progrès dans le stockage d'énergie à grande échelle et la numérisation des réseaux offrent une lueur d'espoir, car la plupart des systèmes électriques souffrent encore d'un profond déséquilibre entre l'offre et la demande. Une réalité demeure toutefois difficile à contourner : il est plus simple et plus rapide de construire des centrales électriques que d'étendre les réseaux de transport et de distribution. L'Europe en a récemment fait l'expérience, en ajoutant 80 gigawatts de capacités renouvelables pour découvrir ensuite qu'elle ne disposait pas de l'infrastructure nécessaire pour acheminer toute cette nouvelle électricité.

Un nouveau souffle pour les énergies renouvelables

Deux moments très révélateurs ont marqué les débats dans la grande salle des congrès à Davos, l'un illustrant la pénurie, l'autre l'abondance. Donald Trump s'est écarter de son texte pour fustiger les énergies renouvelables, en particulier l'éolien, qu'il a qualifié de solution pour les « perdants ». Le lendemain, sur la même scène, Elon Musk a au contraire vanté un avenir radieux pour les énergies renouvelables, en particulier le solaire, qu'il juge capable d'alimenter à lui seul l'ensemble des États-Unis. Il lui faudrait simplement, affirme-t-il, un terrain de cent soixante kilomètres sur cent soixante et des panneaux solaires exempts de droits de douane. En dehors de l'Amérique du Nord, les énergies renouvelables restent le principal moteur de la croissance énergétique et sont passées du statut de source de « transition » à celui de choix par défaut pour les nouvelles capacités dans de nombreux marchés. L'Europe a atteint environ cinquante pour cent de production renouvelable en 2024. Dans d'autres marchés en forte expansion, les énergies renouvelables sont de plus en plus perçues comme des ajouts énergétiques, et non plus seulement comme des substituts aux combustibles fossiles. La baisse du coût des batteries, le solaire ayant chuté d'environ quatre-vingts pour cent en Inde, et l'allongement de la durée de vie des installations, désormais de trente à trente-cinq ans, ont déplacé l'analyse économique du simple coût unitaire vers le coût sur l'ensemble du cycle de vie. Cependant, pour garantir la fiabilité, il faudra davantage de stockage par batteries, de centrales hydroélectriques à accumulation par pompage et de systèmes hybrides capables de fournir de l'électricité en continu. Cette évolution est déjà visible en Inde, qui a installé deux millions sept cent mille systèmes solaires résidentiels et trois millions cent mille pompes alimentées par le solaire, et qui a déjà atteint son objectif pour 2030 consistant à porter les énergies renouvelables à environ cinquante pour cent de l'énergie non fossile.

Pour les entreprises, l'IA change d'échelle

L'intelligence artificielle est passée du statut de technologie expérimentale à celui d'infrastructure fondamentale, et désormais de système d'exploitation pour les entreprises et les gouvernements. L'avantage concurrentiel ne repose plus seulement sur l'innovation des modèles, mais sur leur diffusion et sur la rapidité avec laquelle les organisations parviennent à se transformer avant leurs rivales. À mesure que la diffusion progresse, Dario Amodei, cofondateur et directeur général d'Anthropic, voit 2026 comme l'année où des systèmes d'IA en créeront d'autres, y compris à l'intérieur des entreprises, avec un impact potentiellement déstabilisant sur leur manière de fonctionner. Demis Hassabis, cofondateur et directeur général de DeepMind, estime que l'avantage reviendra aux « apprenants continus », ceux qui suivent de près le comportement des modèles et ajustent leurs stratégies et leurs modes de fonctionnement. Dans cette logique, la plupart des PDG ont retiré l'IA du giron technologique pour en faire un dossier qu'ils pilotent personnellement. Un sondage de BCG publié à Davos révèle que soixante-douze pour cent des PDG dans le monde considèrent l'IA comme un élément central de leur mandat, et que la moitié d'entre eux pensent qu'elle définira leur passage à la tête de l'entreprise. Les entreprises prévoient de doubler leurs investissements en IA cette année, même si une étude du MIT publiée en 2025 montre que très peu d'adoptants ont obtenu des résultats probants. David Sacks, figure influente de la Silicon Valley et responsable de l'IA auprès de Donald Trump, estime que les dirigeants, qu'ils soient au gouvernement, en entreprise ou dans les médias, doivent dissiper les craintes et saisir l'occasion de bouleverser les pratiques et d'innover. Il a cité une autre étude montrant que 83 % des Chinois se disent optimistes à propos de l'IA, contre 39 % des Américains. Sacks s'inquiète qu'un mouvement de pessimisme fasse perdre aux États-Unis la course à l'IA, une dérive qu'il voit comme une blessure qu'ils se seraient infligée.



Sur l'emploi, l'IA devient un jeu de serpents et d'échelles

Il existe désormais une nouvelle arithmétique financière pour l'IA. C'est ce que Satya Nadella, PDG de Microsoft, appelle le coût énergétique du recours à l'IA, autrement dit l'énergie nécessaire pour effectuer les opérations de calcul qui la font fonctionner. On peut y voir une sorte d'équivalent du salaire de base et de la productivité pour l'IA. Les entreprises et les pays capables de réduire ce coût unitaire seront bien placés pour gagner dans l'économie des données. Cette nouvelle logique pourrait aussi transformer en profondeur la nature du travail humain. On pourrait la résumer ainsi : données multipliées par énergie multipliée par main-d'œuvre égale succès. Le consensus des hauts dirigeants à Davos semblait être que la main-d'œuvre, comme les données et l'énergie, sera encore plus nécessaire. Les PDG estiment que la « falaise » des emplois d'entrée n'est pas aussi abrupte qu'en le dit ; le véritable enjeu est l'élargissement du décalage des compétences, alors que la plupart des rôles exigeront une recomposition des tâches et des habiletés. Les gagnants seront les travailleurs et les entreprises capables d'intégrer l'IA dans leur travail et de collaborer avec elle. Cette transformation est en train de reconfigurer les structures de progression professionnelle, surtout dans les services professionnels et au sein des gouvernements, où des tâches de base comme la révision de documents, le tri ou la modélisation peuvent être effectuées par des machines. De nouveaux modèles d'apprentissage en milieu de travail deviendront essentiels pour développer le jugement, le contexte et les compétences de supervision. De plus en plus, la conception et la modification des modèles seront réalisées par les équipes de première ligne, qui pourront mettre en place des fonctions d'automatisation simples pour faire évoluer leur travail. Tout cela peut aplatiser les organisations et donner un avantage à celles qui disposent de données abondantes, d'énergie abordable et d'équipes à l'aise avec l'IA.

Somme nulle égale confiance nulle

Les divisions croissantes dans le monde et à l'intérieur des pays relèvent d'un problème de confiance. Et cette confiance s'effrite. Stefanie Stantcheva, économiste à Harvard, constate que le phénomène est particulièrement aigu pour sa génération, les moins de quarante ans, qui voient un monde où les gains des uns se font au détriment des autres et où leur part se rétrécit. Elle a présenté à Davos des recherches montrant que la méfiance traverse désormais tout le spectre politique, une large part des milléniaux estimant que d'autres groupes ont capté les priorités gouvernementales grâce aux médias traditionnels, à l'influence des entreprises et aux vieilles mécaniques politiques. Cette tension risque de s'accentuer alors que les électeurs vieillissants en Occident réclament davantage de sécurité financière et de stabilité en matière de santé, peut-être au détriment de la sécurité économique et nationale. Le Baromètre de confiance Edelman, qui sonde trente-quatre mille personnes dans vingt-huit pays et est publié chaque année à Davos, montre des sociétés qui passent du ressentiment au repli. Sept personnes sur dix hésitent à accorder leur confiance, ou la refusent, à ceux qui ne partagent pas leurs valeurs, leurs expériences ou leurs sources d'information. La confiance se détourne des institutions pour se recentrer sur l'entourage : voisins, collègues, et même le PDG. Les entreprises sont désormais perçues comme les plus compétentes et les plus éthiques, dépassant pour la première fois les organisations non gouvernementales sur le plan de l'éthique, tandis que les gouvernements et les médias demeurent les moins dignes de confiance. Plus frappant encore, l'optimisme s'effondre. Dans de nombreux pays, des majorités ne croient plus qu'eux-mêmes ou leurs familles seront mieux lotis dans cinq ans, invoquant l'anxiété économique, l'IA, la désinformation et les conflits mondiaux.

John Stackhouse est premier vice-président, Bureau du chef de la direction, Banque Royale du Canada